

Israël : pays développé ou sous-développé?

Arié Dagan

Volume 46, Number 2, July–September 1970

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1003874ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1003874ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Dagan, A. (1970). Israël : pays développé ou sous-développé? *L'Actualité économique*, 46(2), 321–334. <https://doi.org/10.7202/1003874ar>

Copyright © HEC Montréal, 1970

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Israël : pays développé ou sous-développé ?

Qu'est-ce que le sous-développement ? Albertini ¹ a cherché un certain nombre d'indicateurs, d'éléments descriptifs qui caractériseraient cet état de sous-développement. Il avait tout d'abord distingué entre l'approche statistique et l'approche structurelle. L'approche statistique comprend, chez Albertini : l'approche démographique, l'approche sociale, l'approche économique. L'approche structurelle comprend, en outre : économies juxtaposées ou économie harmonisée, économie dominée ou économie libre.

Étant donné l'étendue de ce sujet, on ne l'abordera que brièvement. On essaiera d'examiner chaque indicateur concernant le cas d'Israël en comparaison avec des pays représentant le groupe des pays considérés comme « industrialisés » et le groupe considéré comme « sous-développé ».

I) L'APPROCHE STATISTIQUE

Cette approche consiste à comparer un certain nombre de données statistiques qui nous permettent de préciser la situation d'Israël par rapport à d'autres pays. Ces indicateurs ne nous renseignent cependant pas sur les causes ; ils indiquent les phénomènes uniquement.

a) *L'approche démographique*

Une caractéristique démographique qui sépare très nettement les pays développés des pays sous-développés réside dans les taux de natalité et de mortalité. Voyons quelle est la situation d'Israël dans la présentation des données (tableau 1).

Les taux de natalité et de mortalité en Israël sont semblables à ceux qui sont enregistrés dans les pays industrialisés d'Europe

1. J.M. Albertini, *Les mécanismes du sous-développement*, Éditions ouvrières, Paris, 1967.

Tableau 1
Taux de natalité, de mortalité et croissance de la population
 (par 1,000 habitants)

Région	Moyenne 1956-60		Accroissement de la population			
	Nata- lité	Morta- lité	1950-60	1940-50	1930-40	1920-30
Afrique	47	25	23	17.0	12.1	11.0
Amérique centrale	42	15	27	24.4	20.6	13.6
Amérique du Sud	42	19	23	20.3	20.0	23.0
Asie	41	22	19	14.4	13.1	11.0
Amérique du Nord	25	9	16	14.4	8.1	15.3
Europe	19	11	8	3.7	7.0	8.2
Israël	27	6	58	—	—	—

SOURCE : Pour Israël, *Annuaire Statistique*, 1968, Bureau central de Statistique, Jérusalem.

Pour le reste, Albertini, *op. cit.*, page 22.

Tableau 2
Taux de mortalité infantile, 1963
 (par 1,000 naissances)

Pays	Mortalité infantile	Pays	Mortalité infantile
R.F.A.	26.9	Guatemala	92.8
France	25.5	Chili	110.0
Pays-Bas	15.8	Ceylan (1958)	68.5
États-Unis	25.2	Portugal	73.1
Albanie	90.6	Israël (1967)	30.6

SOURCE : Pour Israël, *op. cit.*, page 56.

Pour le reste, Albertini, page 25.

Tableau 3
Services médicaux, 1962
 (par 100,000 habitants)

Région	C.E.C. et G.-B.	Amérique latine	Sud-Est asiatique	Afrique (au sud du Sahara)	Israël (1960)
Médecins	121	56	6	4	243
Personnel infir- mier	186	47	20	18	—
Lits (hôpitaux et autres établis- sements)	1,090	316	100	153	726

SOURCE : *Idem.*

et d'Amérique du Nord. En ce qui concerne le taux de natalité, il a baissé dans tous les pays et notamment dans les pays développés. En ce qui concerne le taux de mortalité, Israël détient un record mondial ; son taux est le plus bas, soit 6‰. Cet indicateur situe, de toute évidence, Israël parmi les pays les plus avancés. Les taux d'accroissement de la population n'ont pas de grande signification, étant donné que la période de 1950-60 était la période de la grande immigration en Israël, d'où le taux très élevé.

b) *L'approche sociale*

Nous présenterons et analyserons les données concernant : la santé, l'alimentation, l'instruction, l'emploi.

La santé. — Un mauvais état sanitaire semble caractériser une grande partie des pays sous-développés. Nous allons voir deux indicateurs qui sont le taux de mortalité infantile et le nombre de médecins par rapport à la population.

Le taux de mortalité infantile en Israël est quelque peu au-dessus du taux enregistré dans les pays développés, mais il est très éloigné de celui des pays sous-développés. Mis à part les Pays-Bas, qui ont un taux sensiblement inférieur à ceux d'autres pays, on peut facilement situer Israël dans le groupe à taux de mortalité peu élevé.

Pour ce qui est du nombre de médecins, Israël détient une nouvelle fois le record mondial. Le nombre de lits des établissements médicaux est dans une situation moins bonne ; il est dépassé par celui de la C.E.E., mais là aussi les pays sous-développés sont loin derrière Israël.

L'alimentation. — On considère que le niveau alimentaire du tiers-monde est généralement plus faible que celui des pays industrialisés.

Le niveau alimentaire, tel que mesuré par les deux indicateurs du tableau 4, situe Israël dans le peloton supérieur, où il dépasse des pays tels que l'Italie.

L'instruction. — Un faible degré d'instruction est aussi considéré comme un indice du sous-développement. À ce propos, on examinera deux indicateurs qui sont : le degré de scolarisation et le niveau d'analphabétisme.

Tableau 4
Évolution des disponibilités alimentaires par habitant

Pays	Calories par jour 1960-61	Protéines animales (grammes) par jour 1960-61
États-Unis	3,120	65
Royaume-Uni	3,290	52
Israël	2,925 (1966-67)	41 (1966-67)
France	2,940	50
Italie	2,740	28
Argentine	2,950 (1959)	48 (1959)
Chili	2,570 (1959)	26
Brésil	2,650 (1959)	19 (1959)
Inde	1,860 (1959)	6 (1959)
Pakistan	2,080	7
Ceylan	2,150	9

SOURCE : *Idem.*

Tableau 5
Degré de scolarisation, 1962
(en pourcentage)

Scolarisation	C.E.E. et G.-B.	Afrique (sud du Sahara)	Sud-Est asiatique	Amérique latine	Israël
Primaire	100.0	40.0	78.0	75.0	92.0
Secondaire	62.0	3.0	10.0	12.0	44.0
Supérieur	14.2	0.4	2.6	3.3	12.5

SOURCE : *Idem.*

Tableau 6
Niveau d'analphabétisme

Pays	P.c. des anal- phabètes dans la population de plus de 15 ans		Pays	P.c. des anal- phabètes dans la population de plus de 15 ans	
	1950	1960		1950	1960
<i>Europe</i>	8.1	5.8	<i>Amérique latine</i>	42.2	33.9
Europe de l'Ouest	2.3	1.7	<i>Asie</i>		
Europe méridionale	19.6	15.7	Japon	2.6	2.0
Europe de l'Est	8.1	5.2	Asie de l'Est	46.2	42.4
Europe septentrionale	1.5	0.9	Asie du Sud	78.7	67.8
<i>Afrique</i>	84.4	81.5	Israël	5.1	4.8
Afrique centrale	80.0	78.5			
Afrique méridionale	58.6	49.5			

SOURCE : Pour Israël, *idem.*

Pour le reste, P. Bairoch, page 173.

En ce qui concerne l'indicateur du niveau d'analphabétisme, nous avons aménagé un tableau de P. Bairoch² qui démontre la localisation d'Israël parmi les différents groupes de pays.

Les deux derniers indicateurs localisent, eux aussi, Israël dans une situation de supériorité très nette par rapport à l'ensemble des pays du tiers-monde, mais un peu derrière les pays hautement industrialisés.

L'emploi. — Dans le domaine de l'emploi, les pays sous-développés sont caractérisés par la persistance du chômage sur leur territoire. Les pays développés peuvent connaître également le chômage du type cyclique ou technologique mais ces deux types de chômage ne seront que temporaires. Dans les pays sous-développés, par contre, le chômage revêt souvent la forme de sous-emploi visible et invisible (les activités parasitaires, etc.). Ce problème de l'emploi sera abordé dans l'approche économique qui suit.

c) *L'approche économique*

L'aspect économique du problème est, après tout, l'essentiel parce que les indicateurs d'ordre économique sont les plus mentionnés comme critères pour la localisation des pays suivant leur degré de développement.

Nous allons présenter les trois indicateurs suivants :

- le P.N.B. par habitant,
- la distribution de la population,
- la balance des paiements et la formation du capital fixe.

Le P.N.B. par habitant. — Une comparaison du P.N.B. par tête de différents pays se heurte, on le sait, à plusieurs difficultés dont la plus importante est celle qui découle de l'existence des taux de change. Ceux-ci ne représentent pas toujours le pouvoir d'achat réel de la monnaie en termes de monnaie étrangère. Dans le cas d'Israël cela pose de graves problèmes étant donné la complexité qui entoure le taux de change israélien.

Pour faire une comparaison réelle et valable, il est nécessaire de se servir des méthodes inventées par Gilbert et Kravis³. Ces méthodes corrigent les données du P.N.B. calculées sur la base

2. Paul Bairoch, *Diagnostic de l'évolution économique du tiers monde, 1900-1968*, Gauthier-Villars, Paris, 1969.

3. *An International Comparison of National Products and the Purchasing Power of Currencies*, O.E.E.C., Paris, 1958.

des taux de change, par des coefficients qui prennent en considération le pouvoir d'achat de chaque pays étudié.

Mais voici, tout d'abord, la comparaison C.E.E.-Israël en utilisant le P.N.B. par tête:

Tableau 7
P.N.B. par tête en Israël et dans la C.E.E.

Pays	Population (millions)		P.N.B. par tête en dollars É.-U.			
			Prix courants et taux de change		Prix de 1963 et taux de change	
	1958	1967	1958	1967	1958	1967
R.F.A.	51.1	59.9	1,150	2,025	1,315	1,830
France	44.8	49.8	1,300	2,330	1,390	1,960
Italie	49.0	52.4	600	1,330	725	1,160
Pays-Bas	11.2	12.6	850	1,800	1,040	1,450
Belgique	9.0	9.6	1,160	2,030	1,240	1,720
C.E.E.	165.4	184.6	1,005	2,895	1,140	1,640
Israël	2.0	2.750	715 ^a	1,240 ^a	750 ^b	1,090 ^b

a) Taux de change libre.

b) Prix de 1964 et taux de change fixe.

Tableau 8
P.N.B. par employé en Israël et dans la C.E.E.

Pays	Nombre d'employés (millions)		Revenu par tête en dollars É.-U.			
			Prix courants et taux de change		Prix de 1963 et taux de change	
	1958	1961	1958	1967	1958	1967
R.F.A.	24.1	26.3	2,435	4,610	2,790	4,170
France	19.6	20.1	2,970	5,770	3,180	4,860
Italie	20.7	19.6	1,420	3,560	1,720	3,080
Pays-Bas	4.1	4.5	2,320	5,040	2,830	4,070
Belgique	3.5	3.7	2,990	5,270	3,200	4,470
C.E.E.	72.0	74.3	2,310	4,710	2,610	4,075
Israël	0.658	0.831	2,175 ^a	4,100 ^a	2,280 ^b	3,610 ^b

a) Taux de change libre.

b) Prix de 1963 et taux de change fixe.

Le tableau 7 nous permet de dégager une première conclusion.

- Le P.N.B. par tête, en Israël, est semblable à celui de l'Italie, mais il est en dessous de celui d'autres pays.
- Il semble que, durant la période 1958-1967, l'écart entre la C.E.E. et Israël s'est agrandi aux dépens d'Israël. Ceci est dû principalement à l'augmentation très importante de la population en Israël.

La comparaison de la productivité d'Israël par rapport à celle de la C.E.E. se trouve au tableau 8. Il s'agit ici de productivité en termes de P.N.B. par employés.

- La situation d'Israël s'améliore quand on parle en termes de productivité. Elle est en effet assez proche de la productivité de la C.E.E. et elle dépasse de loin celle de l'Italie.
- Elle s'est améliorée de manière spectaculaire au cours de la période en question.

Établissons, maintenant, une comparaison basée sur le pouvoir d'achat des monnaies nationales. On avait déjà souligné qu'une comparaison basée uniquement sur les taux de change est peu satisfaisante pour notre but qui est avant tout de comparer le degré de développement et le niveau de vie d'Israël par rapport à celui des pays de la C.E.E. Cette comparaison est également peu satisfaisante « car les taux de change sont influencés par le prix des biens et services faisant l'objet de transactions internationales, mais ne sont pas représentatifs des prix de la plus grande partie des biens et services de consommation finale inclus dans le revenu national »⁴. Pour pallier cet inconvénient, plusieurs méthodes sont utilisées.

1) Gilbert et Kravis ont comparé le prix de l'ensemble des biens et services compris dans le P.N.B., décomposé selon l'optique des dépenses en consommation privée, en consommation publique et en formation de capital.

2) Kirschen et Delahaut ont constitué un taux de change réel qui correspond à la moyenne géométrique des taux calculés sur la base de la structure des dépenses des pays comparés. Ils n'ont comparé, en effet, que la consommation privée, par manque de données statistiques sur les autres composants du P.N.B. Ils ont

4. J.P. Delahaut et E.S. Kirschen, *Les revenus nationaux du monde non communiste*, D.U.L.B.E.A., 1958.

établi un coefficient de correction qui est le rapport entre le taux de change officiel et le taux de change réel qui était, pour 1957 (année de l'étude), de 1.16⁵.

Les calculs qui ont été faits à l'aide de ce coefficient ont permis de comparer la consommation privée par tête de 18 pays. Les données se présentent de la manière suivante (tableau 9).

Israël se situe en neuvième position dans la colonne corrigée et en dixième position dans la colonne non corrigée, c'est-à-dire en dessous des pays hautement développés, mais bien en dessus des pays sous-développés ou semi-développés tels que le Brésil, le Portugal, etc. La situation d'Israël d'après le tableau 9 est meilleure que celle qui apparaît au tableau 7. Pour l'année 1957, Israël dépasse les pays de la C.E.E. tels que la R.F.A., les Pays-Bas et l'Italie, tandis qu'en 1958, en termes de P.N.B. par tête, Israël ne dépassait que l'Italie. La différence réside probablement dans le fait que la part de la consommation privée dans le P.N.B. en Israël est rela-

Tableau 9
Comparaison de la consommation par tête dans 18 pays, 1957

Pays	Consommation privée, par tête, avant correction (en dollars)	Consommation privée, par tête, après correction (en dollars)
États-Unis	1,626.9	1,626.9
Canada	1,209.5	1,088.6
Suisse	934.9	1,149.9
Belgique	839.0	973.2
Suède	830.9	972.2
Royaume-Uni	769.8	916.1
France	751.6	904.4
Danemark	715.0	893.8
Norvège	653.2	783.8
Israël	633.7	804.8
R.F.A.	564.7	762.4
Pays-Bas	494.5	707.1
Autriche	414.0	650.0
Italie	344.8	465.5
Union Sud-Africaine	293.1	401.6
Portugal	177.0	288.5
Brésil	136.2	202.9

SOURCE : E.S. Kirschen et J.P. Delahaut, *op. cit.*, page 159.

5. Pour la Belgique.

tivement élevée par rapport à cette même part dans les pays de la C.E.E.

Cependant, le fait que l'année de comparaison est 1957 est un sérieux handicap. D'après les indications qu'on peut tirer du tableau 7, il semble bien que la position d'Israël s'est quelque peu aggravée par rapport à celle des pays de la C.E.E. L'Italie, par exemple, a dépassé Israël et il est probable également qu'à l'heure actuelle les Pays-Bas et surtout la R.F.A. qui ont connu, tous deux, une expansion rapide au cours de la dernière décennie, ont dépassé Israël en termes de consommation privée par tête.

La répartition de la population. — La répartition de l'emploi entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire serait révélatrice du niveau de développement. D'après Colin Clark et Fourastié, le secteur primaire, très important dans un pays au début de son développement, perd du terrain à la suite du processus du développement en faveur du secondaire. Dans une troisième période, le secondaire stagne, tandis que le tertiaire monte. Mais un phénomène particulier est à signaler à ce propos. On s'aperçoit que dans les pays sous-développés, le tertiaire, et non le secondaire, bénéficie de la diminution du primaire⁶.

Tableau 10

Répartition de l'emploi par secteur

(p.c. de la population active dans chaque secteur)

Pays	Année	Secteurs		
		1	2	3
G.-B.	1962	4.0	47.2	48.8
États-Unis	1962	8.2	31.6	60.2
Pays-Bas	1961	9.6	40.8	49.6
R.F.A.	1962	13.3	48.3	38.4
France	1962	19.8	38.3	41.9
Italie	1962	27.4	40.3	32.3
Japon	1962	29.9	31.0	39.1
Israël	1963	14.0	35.2	50.8
Congo Léopoldville	1955	85.2	6.3	8.5
Turquie	1960	72.4	9.4	18.2
Inde	1961	69.5	14.4	16.1

SOURCE : *Idem.*

6. C'est le fameux phénomène d'activité parasitaire qui se forme.

Les données statistiques du tableau 10 montrent clairement que la part du tertiaire en Israël est extrêmement élevée (50.8 p.c.). Il semble que ce phénomène doive être partiellement attribué à l'existence du sous-emploi invisible et d'activités parasitaires dans ce pays. En ce qui concerne l'agriculture, par contre, la situation est semblable à celle qui existe dans les pays industrialisés, à savoir, un taux d'activité relativement bas.

La balance des paiements et la formation du capital. — La structure des exportations dans les pays industrialisés est sensiblement différente de celle des pays sous-développés. Dans ces derniers, les exportations sont composées de matières premières et de produits de base. Dans la plupart de ces pays, deux ou trois produits représentent l'essentiel des exportations. Dans les pays industrialisés, par contre, les exportations sont composées en grande partie de produits manufacturés et il n'y a, en général, pas de produits dominants.

La position d'Israël est, une fois de plus, intermédiaire. Ses exportations ne sont pas composées uniquement de produits agri-

Tableau 11
La dominance de certains produits dans les exportations

Pays	Exportations agricoles en p.c. des exportations totales	Exportations de certains produits en p.c. des exportations totales
G.-B.	7.0	40 (équipement de transport, machines)
France	8.8	26 (" " ")
Belgique	6.3	20 (" " ")
R.F.A.	5.3	46 (" " ")
Italie	13.4	30 (" " ")
Pays-Bas	8.3	25 (" " ")
États-Unis	3.6	37 (machines et matériel de transport)
Israël (1962)	41.0	57 (agrumes, diamants taillés)
Brésil	90.0	64 (café, cacao)
Égypte	80.0	75 (coton, riz)
Ceylan	98.0	82 (thé, caoutchouc)
Ghana	80.0	66 (cacao)
Nigéria	88.0	66 (cacao, arachides, huile)
Sénégal	89.0	86 (arachides, huile)
Côte d'Ivoire	85.0	79 (café, cacao)

SOURCE : *Idem.*

coles, comme c'est le cas des pays sous-développés, mais il y a, néanmoins, deux produits qui dominent les exportations dans lesquelles le pourcentage des produits agricoles est sensiblement supérieur à celui des pays industrialisés.

Le taux d'investissement

Cet indicateur montre la part des ressources consacrées à l'investissement. On considère, en général, que les pays développés ont un taux supérieur à celui du tiers-monde.

Israël se situe en troisième position en ce qui concerne le taux d'investissement par rapport au P.N.B. Ce taux est fortement supérieur à celui qui est enregistré dans les pays sous-développés. L'effort d'investissement en Israël est donc semblable à celui des pays industrialisés.

II) L'APPROCHE STRUCTURELLE

Albertini fait la distinction entre, d'une part, l'économie moderne qui fonctionne comme une machine : « En effet, tous ceux qui agissent dans la vie économique sont solidaires : ouvriers, industriels, fonctionnaires, banquiers, consommateurs, etc., sont en quelque sorte les simples rouages d'une vaste machine »⁷, et, d'autre part, l'économie d'un pays du tiers-monde laquelle « au contraire, ne peut pas se concevoir comme un tout. Les éléments de la machine économique ne s'engrènent pas les uns dans les autres »⁸,

Tableau 12
Formation de capital fixe

(en p.c. du P.N.B.)

Pays	Année	En p.c. du P.N.B.	Pays	Année	En p.c. du P.N.B.
États-Unis	1963	16	Israël	1963	21
Royaume-Uni	1963	16	Mexique	1963	14
France	1963	20	Maroc	1962	10
R.F.A.	1963	25	Nigéria	1957	12
Canada	1963	22	Pérou	1960	17

SOURCE : *Idem.*

7. *Op. cit.*, page 39.

8. *Op. cit.*, page 41.

l'économie est désarticulée en plusieurs secteurs plus ou moins indépendants. Les trois éléments mentionnés par Albertini, soit : l'économie du secteur traditionnel, l'économie urbaine, l'économie des grandes firmes exportatrices, n'existent pas sous cette forme en Israël. Étant un nouvel État, il n'a pas l'héritage du secteur traditionnel qui est coupé du reste de l'économie dans le tiers-monde.

L'économie urbaine comme phénomène du tiers-monde est différente de celle des pays industrialisés. Dans le tiers-monde, la ville est surtout basée sur le commerce, elle reçoit ses revenus de l'État et de l'extérieur, tandis que dans le monde développé la ville est une source puissante de revenus grâce à l'industrie et aux affaires intérieures.

Il est difficile de classer le cas israélien dans ce domaine. Il semble à nouveau que la situation soit intermédiaire, qu'elle se rapproche beaucoup même de l'exemple du monde développé. L'économie urbaine israélienne est intégrée profondément au reste du pays mais, par contre, elle est influencée par l'extérieur et n'a développé que très peu de mode de vie originale.

L'économie des grandes entreprises exportatrices n'existe pas en Israël. Cette caractéristique étant une séquelle du colonialisme est étrangère à la structure de l'économie israélienne. Il y a, néanmoins, quelques grandes firmes d'État qui détiennent le monopole des exportations de certains produits clés (agrumes, autres produits agricoles, etc.), mais cela est dû principalement aux besoins d'efficacité et d'organisation des exportations.

La domination dans l'économie

Un deuxième trait structurel qui sépare les économies développées de celles du tiers-monde est le degré de la domination dans l'économie. Là, il faut le souligner, un fossé assez profond sépare l'économie israélienne de l'économie de type occidental.

Pour des raisons tout à fait différentes, dont on ne parlera pas, l'économie israélienne est une économie largement dominée comme le sont les économies des pays sous-développés. La libre concurrence, ligne sacrée des économies occidentales, n'est qu'à ses premiers pas en Israël. Le gouvernement détient une partie importante des moyens de production dans le secteur industriel, le secteur

des transports et celui d'autres services. Les industries extractives sont totalement aux mains du gouvernement.

Il y a, en outre, le secteur public qui est composé de la grande centrale syndicale (Histadrout) et qui est un facteur économique très puissant. Il faut citer également les activités économiques très étendues de l'agence juive, des municipalités et des entreprises mixtes, dans lesquelles le gouvernement détient une part importante des actions. Cette domination se propage également dans le domaine des importations et des exportations, où des firmes gouvernementales détiennent des monopoles dans bien des domaines.

Il est à souligner, enfin, qu'une prise de conscience s'est produite au cours des dernières années. Il y a maintenant, plus que dans le passé, une tendance à rendre l'économie plus libérale et concurrentielle, ceci particulièrement à la lumière des perspectives

Tableau 13
Récapitulation des indicateurs

Indicateur	Localisation*	Indicateur	Localisation*
I) APPROCHE STATISTIQUE		c) <i>L'approche économique</i>	
a) <i>L'approche démographique</i>		P.N.B. par habitant	I
Taux de natalité, de mortalité, etc.	D	Répartition de la population	I
b) <i>L'approche sociale</i>		Balance des paiements	I
Santé		Taux d'investissement	D
— taux de mortalité infantile	D	II) L'APPROCHE STRUCTURELLE	
— services médicaux	D	a) Structure de l'économie	I
Niveau alimentaire	D	b) Domination dans l'économie	I
Instruction	D		
— Degré de scolarisation	D		
— Niveau d'analphabétisme	D		
Emploi	I		

* D = Localisation dans le groupe des pays développés ;
S = Localisation dans le groupe des pays sous-développés ;
I = Localisation intermédiaire.

qui se sont ouvertes par les possibilités de rapprochement avec la Communauté économique européenne.

Conclusion

Après avoir précisé, à l'aide de divers indicateurs, la place d'Israël parmi les pays développés et sous-développés, voyons maintenant le tableau récapitulatif (tableau 13).

Les indicateurs démographiques et sociaux situent Israël, sans aucun doute, parmi les pays développés. Les indicateurs économiques, par contre, le situent dans une position intermédiaire, qui est toutefois plus proche des pays développés que du tiers-monde.

Arié DAGAN,
Université libre de Bruxelles.